

Convention spécifique 2022-2023
en référence à la Convention cadre régissant le partenariat entre un
établissement supérieur support d'unités de formation des apprentis
(UFA) et le CFA FormaSup Ain-Rhône-Loire
en application de l'article L6233-1 du Code du travail

FormaSup Ain-Rhône-Loire, organisme de formation par alternance et prestataire d'actions de formation concourant au développement des compétences, situé au 66 avenue Jean Mermoz 69008 LYON, n° de SIRET 43903961100025, représenté par son président Monsieur Thierry BOURGERON,

Ci-après désigné « **CFA FormaSup** »,

Et

L'Université Lumière Lyon 2 - l'Institut d'Etudes du Travail de Lyon (IETL), établissement d'enseignement supérieur situé au 86 Rue Pasteur, 69007 LYON, représenté par Madame Nathalie DOMPNIER, sa Présidente

Ci-après désigné « **l'établissement de formation** »,

Le CFA FormaSup et l'établissement de formation étant ci-après désignés, ensemble, « **parties** »,

Est conclue la présente Convention spécifique « **convention** ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention spécifique 2022-2023 s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention cadre régissant le partenariat entre les parties. Elle a pour objet de promouvoir, développer et déployer l'apprentissage en conformité avec l'article L.6233-1 du Code du travail et vise à définir les modalités pratiques de mutualisation de certaines fonctions administratives, financières et pédagogiques pour l'année scolaire 2022-2023 entre le CFA FormaSup et l'établissement de formation à travers de sa composante, l'Institut d'Etudes du Travail de Lyon (IETL).

Article 2. Date d'effet et durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2022-2023. Elle prend effet dès le début de l'année universitaire et concerne l'ensemble des unités de formation des apprentis (UFA).

Un avenant à la convention sera signé en cas de changement majeur dans une ou plusieurs de ses rubriques.

Article 3. Périmètre de la convention

Conformément à l'article 3 de la convention cadre et les dispositions de l'article L6233-1 du Code du travail, le CFA FormaSup confie à l'établissement de formation la direction pédagogique des enseignements et veille à la qualité du fonctionnement pédagogique et administratif des formations relevant de l'alternance.

Les unités de formation des apprenti·es (UFA) concernées par la présente convention sont précisées dans l'annexe 1 - *Liste des unités de formation des apprenti·es*.

Article 4 : Qualité

Les responsables pédagogiques s'engagent à respecter l'ensemble des critères de qualité opposables dans le cadre de la certification des organismes de formation et plus particulièrement les critères concernant les formations en alternance et à fournir dans le cadre d'un audit, les documents ou informations demandés par le CFA FormaSup ARL et/ou l'organisme certificateur.

Article 5. Dispositions financières spécifiques

Le CFA FormaSup verse le niveau de prise en charge correspondant aux contrats d'apprentissage et défini par les Commissions Paritaires Nationales de l'Emploi (CPNE), France Compétences et le reste à charge, si prévu conventionnellement avec l'entreprise d'accueil de l'alternant·e, à l'établissement de formation et déduction faite d'une contribution financière forfaitaire annuelle par contrat et d'éventuels frais pour couvrir des services spécifiques diligentés par l'établissement de formation et prestés par le CFA FormaSup.

Le forfait pour l'année 2022-2023 est fixé à :

- 525 € par contrat pour la 1^{ère} année du contrat ;
- 425 € par contrat pour la 2^{ème} année et 3^{ème} du contrat (si celui-ci s'étale sur plusieurs années);
- Utilisation gratuite de l'outil Lé@ pour les alternants du CFA (Livret électronique d'apprentissage - outil de suivi pédagogique).

En cas de rupture anticipée de contrat, les frais de gestion sont appliqués de la manière suivante :

- 25% du forfait si la rupture intervient au cours des trois premiers mois du contrat ;
- au *pro rata temporis* si la rupture intervient entre les 4^{ème} et 9^{ème} mois du contrat ;
- la totalité du forfait est appliquée si la rupture intervient à partir du 10^{ème} mois du contrat.

Article 6. Litiges et résiliation de la convention

Pour tout différend entre les parties concernant la forme ou l'exécution de la présente convention, une réunion entre les représentant·es mandataires des deux parties est organisée afin de déterminer une solution amiable.

Dans le cas où les parties ne trouveraient pas de solution amiable, la présente convention peut être

résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties. Cette résiliation ne devient effective qu'un mois après l'envoi par la partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception, exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai, la partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

Dans le cas où la rencontre n'aurait pas lieu à cause du refus de l'une des parties, les contentieux liés à l'exécution de cette convention pourront être portés devant la juridiction compétente.

Article 7. Documents régissant l'accord des parties

Font partie intégrante de la présente Convention :

- L'annexe 1 - *Liste des unités de formation des apprenti-es*
-

Le Président du CFA FormaSup et Le·la Président·e ou Directeur·rice de l'établissement de formation sont chargé·es chacun·e en ce qui les concerne de l'exécution de la présente convention.

Fait en plusieurs exemplaires dont un est remis à chacune des parties.

À Lyon
Le

Pour le CFA FormaSup
Par délégation du Président Thierry BOURGERON
Monsieur Olivier MARION,
Le Directeur

Pour l'Université Lumière Lyon 2,
Madame Nathalie DOMPNIER,
Présidente

Visa
Institut d'Etudes du Travail de Lyon
(IETL) , Monsieur Emmanuel DOCKES,
Directeur

Annexe 1 - Liste des unités de formation des apprenti-es

Nom de l'établissement	Composante	Type de diplôme	Nom/mention	Parcours	Code diplôme	Numéro RNCP
UNIVERSITE LUMIERE LYON 2	IETL - Institut d'Etudes du Travail de Lyon	Master	Droit Social	Juriste en Droit Social et en Ingénierie Sociale	1351281P	RNCP31493